

EXTRAIT

N° 2025-CC-163

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

47

Votants

58

Dont 11 procurations

OBJET :

DECHETS MENAGERS :

AVIS SUR LE
CHANGEMENT DE
STATUTS DU SGDCN



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 30/07/2025

Publié ou notifié
le : 30/10/2025

L'an deux mille vingt cinq le : Jeudi 10 Juillet à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle polyvalente de
Moulins-Engilbert
sous la Présidence de M. David BONGARD, 1^{ER} Vice-Président de
la CCBLM.

Date de convocation : 4 Juillet 2025

Etaient présents :

- Achun : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : /
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREUX, Julien DENOUEL,
Caroline MARCEAU, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER,
Michel MULOT
- Charrin : Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : /
- Chouigny : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND
- Fléty : /
- Fours : David BONGARD
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Florence CHANDIOUX

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 2 – Mme Danièle NIVOT à Mme Nathalie MICHON
- 3 – Mme Sylvie DELAVELLE à M. Michel MULOT
- 4 – M. Thierry DESCOURS à Mme Florence CHANDIOUX
- 5 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 6 – Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 7 – M. Jean-Paul MARGERIN à Mme Annick BERTRAND
- 8 – M. Patrick CHAUSSAT à M. Rémy SELLIER
- 9 – M. Romain COUGNY à M. Georges CHATEAU
- 10 – M. Didier BOURLON à M. Jean-Jacques LAMALLE
- 11 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE



Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE



N° 2025-CC-163

DECHETS MENAGERS : AVIS SUR LE CHANGEMENT

DE STATUTS DU SGDCN

M. Michel MULOT, Vice-Président en charge des déchets ménagers, explique que le comité syndical du SGDCN, réuni le 15 avril 2025, a approuvé une révision des statuts du syndicat.

Cette révision de statut n'a pas été concertée en amont avec la CCBLM, qui l'a appris par les élus présents en comité syndical.

En cas de modification des statuts, les membres du syndicat sont invités à délibérer pour approuver ces nouveaux statuts. Les règles de la majorité qualifiée s'appliquent.

Cette modification statutaire porte sur plusieurs points :

- Elle ajoute 5 communes aux 9 déjà listées dans les statuts du SGDCN sur lesquelles un accord avait été trouvé en 2021. Ces communes font l'objet d'accords permettant à leur population d'accéder à la déchetterie de Château-Chinon, de Préporché ou de Cercy-la-Tour.
- La compétence « traitement des déchets et assimilés » a été retirée.

Un courrier a été adressé au Président du SGDCN pour faire part de nos remarques. Une rencontre avec le Président du SGDCN a eu lieu le mardi 8 juillet.

Lors de cette réunion, il a été convenu que la CCBLM réinterroge les communes sur leur souhait d'être rattachées ou non à la déchetterie de Rouy. Une commission déchets ménagers sera organisée, en présence de représentants du SGDCN, afin d'évoquer ce sujet.

Les communes devront délibérer sur leur déchetterie de rattachement. Ensuite, la CCBLM, compétente en la matière, prendra une délibération.

Par ailleurs, lors d'une réunion qui a eu lieu il y a plusieurs mois en présence de M. Vincent, M. Tissier-Marlot et M. Mulot, il avait été convenu que la commune de Brinay soit rattachée à la déchetterie de Rouy. Or, aucune délibération n'ayant été prise par la CCBLM et par le SGDCN, cette modification ne peut pas être prise en compte pour la facturation, les statuts du SGDCN n'ayant pas été modifiée.

Il a été convenu que la CCBLM participe financièrement pour les habitants de Brinay qui sont venus en déchetterie de Rouy depuis cet accord oral. Le SGDCN fournira les chiffres de la fréquentation des 95 foyers éventuellement concernés.

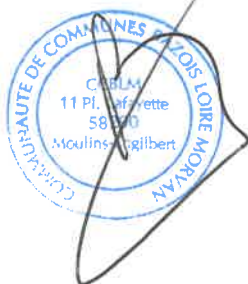
Concernant les factures 2025 du SGDCN, la CCBLM a procédé à la prise en charge des factures de janvier et février. Les autres factures seront rejetées par la CCBLM puisqu'elles ne sont pas conformes aux statuts. Le SGDCN les rééditera selon les modalités mentionnées dans les statuts à savoir les données INSEE résidences principales et secondaires (au lieu de 50% foyer et 50% population) et les redéposera sur Chorus pro pour qu'elles puissent être prises en charge.

Considérant la démarche à réaliser auprès des communes concernées pour déterminer leur déchetterie de rattachement,

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire n'approuve pas la modification des statuts du SGDCN telle que proposée.

Voix pour 1, abstentions 3, contre 54

**Le Secrétaire de Séance,
Guy LAFFAYE.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 10 Juillet 2025**

**Le 1^{ER} Vice-Président,
David BONGARD.**

SYNDICAT de GESTION des DECHETS du CENTRE NIVERNAIS

Nouveaux statuts modifiés le 15 avril 2025

Article 1er - Dénomination

En application de l'article L 5711-1 du CGCT, il est formé un syndicat mixte entre :

- La Communauté de Communes « Amognes Cœur du Nivernais »
- La Communauté de communes « Bazois Loire Morvan »

Il prend la dénomination de Syndicat de Gestion des Déchets du Centre Nivernais.

Article 2 - Le Syndicat a pour objet :

La gestion et la maintenance de la déchetterie de Rouy actuelle, impasse du Chemin Vallois 58 110 ROUY dont le syndicat a la compétence déléguée par les Communautés de Communes adhérentes

Article 3 – Siège

Le siège du syndicat est fixé au 1, Place de la République 58270 SAINT-BENIN-D'AZY

Article 4 – Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 5 – Comité syndical

Le syndicat est administré par un comité syndical, se réunissant au minimum deux fois par an.

Le comité est composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des communautés de communes adhérentes.

Chaque adhérent est représenté au sein du comité syndical par un délégué titulaire, plus un nombre de délégués titulaires supplémentaires calculé en divisant la population par 1 000.

Ce nombre sera arrondi à l'entier le plus proche.

Etant entendu qu'il faut entendre pour ce calcul la population des Communes faisant partie de chaque Communauté de Communes ressortissante de la déchetterie, soit la liste suivante :

Pour la Communauté de Communes « Amognes Cœur du Nivernais » :

- Anlezy,
- Bazolles,
- Beaumont-Sardolles,
- Billy-Chevannes,
- Bona, Cizely,
- Crux-la-Ville,
- Diennes-Aubigny,
- Fertrève,
- Frasnay-Reugny,
- Jailly,
- Limon,
- Montigny-aux-Amognes,
- Rouy,
- Saint-Benin d'Azy,

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE

S²LO

- Saint-Benin des-Bois,
- Saint-Firmin,
- Saint-Franchy,
- Saint-Jean-aux-Amognes,
- Saint-Maurice,
- Sainte-Marie,
- Saint-Saulge,
- Saint-Sulpice,
- Saxi-Bourdon,
- Trois-Vèvres,
- Ville-Langy

soit 26 communes.

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE



Pour la Communauté de Communes « Bazois Loire Morvan » : *(modifié)*

- Achun,
- Alluy,
- Aunay-en-Bazois,
- Biches,
- **Brinay,**
- Châtillon-en-Bazois,
- **Chouigny,**
- **Dun sur Grandy,**
- Montapas,
- Mont-et-Marré,
- **Montigny sur Canne,**
- Ougny,
- **Tamnay en Bazois,**
- Tintury

soit 14 communes.

Le nombre de délégués est défini par rapport à la population municipale, la plus récente tel que publiée par l'INSEE, et pour la durée du mandat des Communautés de Communes adhérentes.

Les membres désignent en outre des délégués suppléants en nombre égal à celui des délégués titulaires, appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Article 6 - Bureau

Un bureau est élu parmi les membres du comité. Il est composé du Président, d'un ou de plusieurs Vice-Présidents, et le cas échéant de membres du Comité Syndical, dont le nombre est fixé par délibération.

Le président et le bureau peuvent recevoir délégation de tout ou partie des attributions du comité syndical, sous réserve toutefois des attributions suivantes qui ne peuvent leur être déléguées, à savoir :

- Le vote du budget, l'institution ou la fixation des tarifs des taxes ou redevances ;
- L'approbation du compte administratif ;
- Les dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue dans le cadre de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales (inscription d'office des dépenses obligatoires au budget) ;
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;
- L'adhésion d'un autre EPCI au syndicat ;
- La délégation ou la gestion d'un service public ;

- Lors de chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

Article 7 – Le président

Le président est l'organe exécutif du syndicat.

A ce titre :

- Il prépare et exécute les délibérations du comité ;
- Il ordonne les dépenses et prescrit les recettes du syndicat ;
- Il est le seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau ;
- Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité par arrêté, délégation de signature au directeur général des services. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées ;
- il est le chef des services du syndicat ;
- il représente en justice le syndicat.

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE



Article 8 – Contribution des adhérents (modifié)

La contribution des adhérents s'établit comme suit :

1. Pour le traitement des déchets provenant de la collecte de chaque collectivité, la participation sera calculée sur les tonnages estimés par le SIEEEN, puis actualisée l'année suivante selon les tonnages réels.
 - Les tarifs sont fixés chaque année par le SIEEEN
2. Pour les frais de fonctionnement et d'investissement de la déchèterie, la participation sera calculée au prorata :
 - Au nombre de foyer (sur la collectivité au 1^{er} janvier de chaque année connue, données INSEE résidences principales et secondaires).

Article 9 – Trésorier du Syndicat

Les fonctions trésorier du syndicat sont exercées par un comptable du trésor désigné par le préfet, après accord du directeur départemental des finances publiques

Article 10 : Adhésion et retrait d'un membre

Toute adhésion nouvelle ou tout retrait devront faire l'objet des procédures prévues à cet effet par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11 : Dissolution du Syndicat :

Comme le prévoit l'article L.5212-33 du CGCT, la dissolution d'un syndicat est prononcée de plein droit dans les situations suivantes :

- Lorsque la durée pour laquelle le syndicat avait été institué a expiré ;
- Lorsque la mission qui lui avait été confiée a été accomplie ;
- Lorsque toutes les compétences qu'il avait vocation à exercer ont été transférées à un EPCI ou un autre syndicat ;
- Lorsque le syndicat ne compte plus qu'un seul membre, ce qui lui fait perdre son caractère intercommunal ;

- La dissolution du syndicat est prononcée par Arrêté du Préfet ;
- Lorsque tous les organes délibérants des membres du syndicat ont délibéré en faveur de la dissolution du syndicat ;

La dissolution du syndicat entraîne la conclusion d'une convention de liquidation donnant lieu à répartition des résultats comptables, des restes à réaliser, de l'actif et du passif (immobilisations, biens, subventions d'équipement, trésorerie, etc), de la dette et du personnel.

Le mode de calcul de cette répartition est basé sur les contributions relatives de chaque adhérent, telles que définies à l'article 8 des statuts.

Article 12 : Dispositions finales :

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Envoyé en préfecture le 30/07/2025

Reçu en préfecture le 30/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_163-DE

